

**Pour la retraite, l'emploi, le pouvoir d'achat
et l'avenir du Service Public SNCF,**
ACCENTUONS LA MOBILISATION !

Réunies en interfédérale le lundi 07 juin 2010, les fédérations syndicales de cheminots CGT, UNSA, SUD-Rail et CFDT apprécient positivement la dynamique d'action qui a rassemblé, le 27 mai dernier, les salariés du public et du privé, les retraités, les privés d'emploi, les jeunes, alors que les annonces gouvernementales, notamment de reporter l'âge légal de départ en retraite, ont été faites 3 jours avant cette journée de mobilisations.

En ce sens, les cheminots, en se mobilisant par la grève à hauteur de 28% et en participant nombreux aux manifestations, ont su déjouer le piège de la division et de la démobilisation orchestré par le Gouvernement et relayé par la Direction SNCF, au travers d'un « Temps Réel » tentant de laisser croire que les cheminots ne seraient pas concernés.

Les fédérations syndicales CGT, UNSA, SUD-Rail et CFDT rappellent que :

- L'avenir du régime spécial des cheminots est lié à celui de l'entreprise publique SNCF et de son statut aujourd'hui menacé par la Commission Européenne qui demande de transformer la SNCF en Société Anonyme ;
- La remise en cause de l'âge légal à 55 ans (50 ans pour les agents de conduite) ainsi que l'allongement de la durée de cotisations seraient inacceptables et injustes ;
- La dégradation de la situation de l'emploi nécessite une autre politique de l'emploi devant répondre aux besoins du Service Public et à l'amélioration des conditions de vie et de travail des cheminots ;
- La préservation et l'amélioration du pouvoir d'achat des cheminots contribuent au financement pérenne de la protection sociale ;
- La question des nouvelles ressources reste pleine et entière : elle passe inmanquablement par une autre répartition des richesses produites.

Le Gouvernement et sa majorité peuvent traiter par le mépris les 176 manifestations qui ont rassemblé un million de personnes le 27 mai et les milliers d'arrêts de travail dans les entreprises, il reste que sa réforme, inspirée par le Medef, ne convainc pas et est de plus en plus rejetée.

Les Français et les cheminots en particulier ne sont pas acquis aux solutions que l'on cherche à nous imposer. La méthode et le calendrier de la réforme (au pas de course sans négociations véritables et au mépris du dialogue social) donnent un sentiment de fébrilité.

Rien n'est joué ! Le projet de loi devrait être présenté autour du 16 juin.

Les confédérations et Organisations Interprofessionnelles (CGT, CFDT, CFTC, UNSA, FSU, Solidaires), réunies le 31 mai, ont décidé d'un nouveau rendez-vous revendicatif le 24 juin 2010. Elles se rencontrent à nouveau le 14 juin pour arrêter les modalités de cette journée.

Les Fédérations Syndicales CGT – UNSA – SUD Rail – CFDT ont donc déposé une Demande de Concertation Immédiate (DCI) à la Direction SNCF afin, suivant les réponses apportées, d'être en capacité d'appeler les cheminots à agir le 24 juin 2010.